

Délibération n° 2018-09-27/22

Objet : Contrat d'assurance des risques statutaires et convention de suivi et d'assistance à la gestion des contrats d'assurance des risques statutaires

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE DE PEROLS
CONSEIL MUNICIPAL DU 27 SEPTEMBRE 2018**

L'an deux mille dix-huit, le vingt-sept septembre,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 21 septembre 2018, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

La séance a été publique.

Présents : J.P. Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz – F. Bertouy - X. Mirault - C. Pistre - J. Taverne
M. Pellet - J.M. Malek - P. Nivesse - O. Boudet – C. Moreteau - G. Riguidel - B. Rodriguez – M. Litton -
F. Boyer - J.M. Leïendeckers – R. Casas Mateu – C. Germain – C. Prost - B. Cosme – I. Gianiel

Absents représentés : A. Conesa excusé, pouvoir à B. Rodriguez – B. Deltour excusé, pouvoir à J.P. Rico – A. Estève excusé, pouvoir à C. Prost

Absents : S. Riscal - G. Della Ragione – A. Jamet - S. Waselynck

Madame Françoise Bertouy, adjointe déléguée aux ressources humaines et à l'emploi, rapporte :

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault (CDG 34) a retenu pour le compte des collectivités et établissements employant plus de 29 agents relevant de la CNRACL un contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents, en application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et du décret n° 86-552 du 14 mars 1986 ;

Le CDG 34 a communiqué à la commune les résultats de la consultation ; la rémunération du CDG 34 pour l'adhésion à la mission facultative de mise en place et du suivi du contrat d'assurance statutaire est fixée annuellement à 0,12% de l'assiette de cotisation choisie pour la garantie des risques statutaires.

Au titre de la mission facultative de mise en place, de suivi et d'assistance à la gestion des contrats d'assurance statutaire, le CDG 34 doit percevoir une rémunération correspondant aux prestations fournies aux communes et établissements bénéficiaires. Cette rémunération est fixée à 0,12% de l'assiette de cotisation choisie par la collectivité pour la garantie des risques statutaires. **Une convention de suivi et d'assistance à la gestion des contrats d'assurance des risques statutaires est annexée à la présente délibération.**

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Accepter la proposition suivante :
 - Courtier/Assureur : **SOFAxis/CNP**
 - **Durée du contrat** : à compter du 1^{er} janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2022
 - **Régime du contrat** : capitalisation
 - **Préavis** : adhésion résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de six mois.
- Adhérer au contrat pour les agents titulaires et stagiaires affiliés à la CNRACL :
 - Les risques assurés sont :

Désignation des risques	Formule de franchise	Taux	Choix
Décès	Sans franchise	0.14 %	X
Accident et maladie imputable au service	Sans franchise	0.96 %	X

*En cas de requalification d'un congé de maladie ordinaire en congé de longue maladie/longue durée, la franchise éventuellement appliquée au congé de maladie ordinaire est alors maintenue.

L'assiette de cotisation est composée des éléments suivants : traitement indiciaire brut soumis à retenue pour pension, et, de façon optionnelle :

- la nouvelle bonification indiciaire,
- le supplément familial de traitement.

- Adhérer au contrat pour les agents titulaires ou stagiaires non affiliés à la CNRACL (Temps non complet < 28 heures) et les agents contractuels de droit public :
 Les risques assurés sont : Accident de service et maladie imputable au service / Maladie grave / Maternité + adoption + paternité / maladie ordinaire avec franchise de 15 jours consécutifs

Taux : 1,30% de l'assiette de cotisation composée des éléments suivants : traitement indiciaire brut soumis à retenue pour pension et, de façon optionnelle :

- le supplément familial de traitement.

- Autoriser le Maire à prendre et à signer la convention en résultant et tout acte y afférent.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 27 septembre 2018
Le Maire
Jean-Pierre RICO

